

LANGUES EN EUROPE :

Mettre fin aux discriminations linguistiques

présenté par Marc ANSELM, Secrétaire de la Commission Esperanto Langues chez EELV
(Extrait de notre ancienne note de 2021 et complété par Denis Serge)

Date de la version: 18/03/2023

Quand on s'intéresse à la fois à la question des discriminations et à celle des pratiques linguistiques, notamment en Europe, on constate très vite que les discriminations linguistiques sont généralement ignorées. On ne sait pas que ça existe, on ne les voit pas, on n'y accorde aucune attention quand on en voit.

1. Constuire une politique de diversité linguistique

La politique de diversité linguistique de l'Europe n'est dans les faits qu'une politique de la loi du plus fort. L'identité culturelle européenne actuelle est dominée par la culture anglo-saxonne au détriment des autres. Etat des lieux de "L'union dans la diversité" :
Officiellement 24 langues, dont trois langues de travail. En réalité plus de 85 langues et une seule langue de travail. Cet état de fait est inacceptable. Face à ce constat, la devise même de l'Union européenne paraît relever au mieux d'un aveuglement, au pire d'une hypocrisie.

2. Quels problèmes pose la situation linguistique ?

La question linguistique en contexte international pose d'abord un problème de principe. À une époque où la question des discriminations se retrouve régulièrement au cœur de l'actualité, et fait l'objet de vifs débats, on est fondé à s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette prise en compte des discriminations est partielle. Aujourd'hui, en effet, il existe un large consensus, au moins rhétorique, sur la nécessité de condamner les discriminations basées sur le sexe, l'ethnie, la religion, l'orientation sexuelle, l'engagement politique ou syndical, l'état de santé, le handicap, etc. mais on peut légitimement s'étonner que la **discrimination basée sur la langue** ne soit en aucun cas reconnue comme un enjeu majeur. Pourtant, le fait qu'une langue nationale, langue maternelle d'une minorité, soit imposée comme langue véhiculaire de façon officielle ou officieuse à la majorité, à savoir les peuples dont ce n'est pas la langue maternelle ou de communication habituelle, est **fondamentalement anti-démocratique**.

La suprématie actuelle de l'anglais a une origine essentiellement coloniale : liée à l'étendue et à la puissance de l'ancien empire britannique, puis largement renforcée par l'hégémonie américaine depuis la moitié du XXe siècle. Tel est le fondement de l'ordre mondial linguistique contemporain, aussi inégalitaire que l'ordre racial ou l'ordre patriarcal. Pourtant, la discrimination linguistique qui en découle ne parvient pas à atteindre le haut des agendas politiques, véritable angle mort du débat contemporain. Les exemples des avantages immenses que ce quasi-monopole procure sur le plan économique, mais aussi culturel à ceux qui sont anglophones de naissance ne sont plus à démontrer. Le rapport du professeur Grin pour le Haut Conseil à l'évaluation de l'école les évaluait en 2005 à 17 ou 18 Milliards d'euros rien que pour le Royaume-Uni... Un rapport du Sénat en 2009 évaluait à 28 Milliards d'euros la somme que le Royaume-Uni tirerait de l'adoption de

l'anglais par l'Union, ce qui est le cas de facto, qu'il fasse partie de l'UE ou pas. Et qui dit domination culturelle dit aussi domination d'une manière de penser et de voir le monde.

Depuis une trentaine d'années, l'Éducation Nationale court derrière ce phénomène, pensant qu'en ajoutant des cours d'anglais en primaire, voire en maternelle, on résoudra cette inégalité. Si l'on observe le nombre d'heures considérable qui est consacré au total à cet enseignement, dans et hors de l'école, les coûts sont énormes pour des résultats assez médiocres. La volonté de plus en plus fréquente des plus fortunés de donner des cours supplémentaires à leurs enfants, puis de les envoyer poursuivre leurs études dans des universités anglaises ou états-uniennes, au coût exorbitant, ne fait que souligner **l'iniquité totale de ce système**. On tend ainsi à la **création d'une nouvelle élite**, l'entre-soi de "ceux-qui-parlent-bien-anglais". Évidemment la sortie du Royaume-Uni de l'UE met encore plus en lumière le côté absurde et scandaleux de la situation linguistique actuelle en Europe.

Développer un écosystème linguistique qui protège toutes les langues européennes

Les écologistes œuvrent pour un écosystème linguistique qui conserve un espace pour chaque langue en Europe continentale ainsi que dans ses territoires ultrapériphériques et la protège de l'impérialisme des langues dominantes.

Cette politique de protection de la diversité des langues et du multiculturalisme a fait récemment l'actualité quand les écologistes du Sénat avec Monique de Marco, sénatrice de la Gironde, vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, ont fait voter une loi pour la promotion et la protection des langues régionales.

Dans le même objectif, les écologistes pensent qu'**on ne peut continuer la politique du laissez-faire**, du "libre jeu du marché" au profit de l'anglais, et des puissances qui le soutiennent (voir le MIME vademecum). Ils proposent pour langue de travail et d'échange **l'emploi d'une langue neutre, équitable et simple**, qui serve de langue-pont. **L'espéranto**, enseigné et parlé dans 120 pays par plus d'un million de locuteurs, avec aujourd'hui une riche culture, peut devenir peu à peu cette langue auxiliaire.

Le choix de l'Espéranto comme langue d'échange aurait d'autres bénéfices que le respect de l'équité linguistique car il permet de faciliter l'apprentissage des langues pour tous, élèves et adultes. L'espéranto est une langue facile en comparaison de n'importe quelle autre langue, car il n'a pas d'exceptions, mais sa grammaire a une clarté pédagogique essentielle : les notions de nom, adjectif, verbe, sujet, complément, etc. sont immédiatement perceptibles (on facilite ainsi même l'apprentissage de la grammaire française). L'esperanto facilite aussi l'apprentissage d'autres langues étrangères, ainsi que cela a été démontré par une dizaine d'expériences internationales. Cet apprentissage plus rapide est de fait peu coûteux.

3. Les propositions

Conscients du caractère discriminatoire et anti-démocratique de la situation linguistique en Europe, les écologistes montreront qu'il est possible de **faire évoluer cette situation**. Cela implique d'abord de permettre un choix pour l'étude de la 1^{ère} langue étrangère. Si ce choix, quoique souvent restreint, existe encore dans l'enseignement secondaire, ce n'est plus le cas dans le supérieur : Depuis peu des jeunes qui veulent présenter l'allemand ou l'espagnol comme première langue aux concours d'écoles d'ingénieurs (entre autres) se voient refuser cette possibilité. Celle-ci sera rétablie. Par ailleurs, le

décret du 20 avril 2020 imposant une certification obligatoire en anglais pour la licence par une société privée sera abrogé.

Pour faciliter les échanges et la communication, en Europe et dans le monde, les écologistes encourageront l'enseignement de l'espéranto dans tous les niveaux scolaires, notamment par la création d'un CAPES (Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré) d'espéranto et d'une option "espéranto" au bac. Ils encourageront des projets Erasmus utilisant cette langue, en faisant connaître les expériences et en soutenant les enseignants et établissements volontaires.

4.Stratégie de mise en œuvre et forces en présence

Les citoyens sont en défiance par rapport aux institutions européennes, dont le fonctionnement démocratique est limité, et dont la représentation par des communications exclusivement en anglais ne donne pas l'image d'une fraternisation internationale. Les citoyens peuvent entendre favorablement des critiques à ce propos et du même coup une proposition efficace pour changer cet état de fait. Les opposants à cette proposition et à ces critiques, sont ceux à qui profitent la discrimination en cours. Certains convaincus que l'investissement qu'ils ont consenti pour se porter au niveau d'anglais requis se trouvera dévalorisé dès lors qu'un système aussi performant et relativement gratuit donnera la capacité d'intervention au niveau international à tous. Il faut donc prendre en compte ces lourds obstacles:

Faire valoir que pour sortir de l'erreur poursuivie depuis tant de décennie, la traduction des bases de données et autres ouvrages d'archive de texte en anglais a de quoi absorber de nombreuses années les travailleurs linguistiques, donc de quoi finir toute sa carrière dans ce domaine. De ce point il en va comme dans d'autres, lorsque par exemple un métier devient obsolète ou occasionnel: porteur d'eau, barbier, charpentier de marine, arracheur de dents, etc

Faire valoir que selon les déclarations de 1948, tout homme doit être assuré d'une subsistance digne dans le travail commun, et qu'un renforcement dans la réalisation de ce droit donne l'assurance de traverser sans peine les bouleversements que la bifurcation écologique va imposer.

Aujourd'hui les médias, les influenceurs, les élites répètent le plus souvent, des éléments de langage et une posture très stéréotypée par une hégémonie objective et confortée comme acquise sans critique visible. Une réunion internationale et donc d'évidence en anglais, des jeunes se rencontrent et donc parlent anglais dans un niveau qui ne fera l'objet d'aucune évaluation, un micro trottoir en zone d'épidémie ou de guerre sera présenté en anglais parfois sans traduction et si l'interviewé(e) parle dans sa langue maternelle, la traduction couvrira totalement le son de sa voix etc et sans aucune remarque la ministre européenne des affaires étrangères s'adressera sans traduction à la presse dans une langue américaine assurée.

5.Faisabilité de la mesure

Les économies , les performances et la pertinence politique de la proposition devraient convaincre les esprits rationnels et soucieux de sortir de certaines difficultés qui obèrent lourdement la construction européenne.

Un exposé des motifs selon la trame proposée ici trouvera un écho favorable auprès des élites sensibles aux respects des langues et des cultures ainsi qu'auprès des citoyens frustrés d'être exclus de réelle relation et du droit d'expression à l'échelle internationale. Des députés eux même de tout bords verront les bénéfices quasi immédiat de sa mise en pratique. Dans un premiers temps, ce sont les peuples européens qui pourraient profiter

de cette mesure quasi gratuite car l'enseignement de l'espéranto coûterait dix fois moins que l'enseignement linguistique d'aujourd'hui.

Une communication en terme bien choisi , une mise en perspective des responsabilités historiques, un appel à l'extension des droits démocratiques et de l'avancé vers la sobriété linguistique devraient retenir l'attention des électeurs.